

Courrier Fédéral

N° 347

du 27.04.13 au 03.05.13

ENCART
«Dossier Fonderies»

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



■ EDITORIAL

Allons à l'offensive

page 3

■ LUTTES ET SUCCES

page 4

■ REVENDICATIF

L'enjeu d'un 1^{er} mai réussi

page 2

■ REVENDICATIF

Activités sociales et culturelles des CE,
qu'est-ce qui différencie le travail de la CGT ?

page 5

■ UFR

Retraites
un ANI peut en cacher un autre

page 6

■ HISTOIRE

L'histoire de la sécurité sociale
racontée à tous...

page 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnot
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins



Salaire, emploi, conditions de travail, protection sociale, ... comme chaque année, les arguments ne manquent pas pour le rendez-vous annuel de la fête internationale des travailleurs.

L'an dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle, Sarkozy avait fait du 1^{er} mai un rendez-vous pour le «vrai travail». Cette provocation de l'ancien Président de la République avait su catalyser l'ensemble des citoyens, salariés ou non, contre les politiques libérales d'austérité des cinq dernières années.

Ce 1^{er} mai 2013, Sarkozy est parti, alors qu'est-ce qui va motiver les salariés à battre le pavé ?

Une chose est sûre, les salariés peuvent ressortir leurs banderoles et répéter le slogan «de l'argent, il y en a, dans les poches du patronat...».

En effet, la création de richesse et son utilisation est au cœur de l'actualité. De la loi sur la flexibilisation de l'emploi au scandale de l'évasion fiscale en passant par les luttes dans les entreprises, les politiques d'austérité et leurs conséquences sont pointées du doigt.

Dans son discours d'ouverture au 50^e congrès, Thierry Lepaon, nouveau secrétaire général de la CGT, ne s'y trompe pas quand il souligne que notre boussole c'est la défense du travail, car «le travail est source de la production des biens et des services nécessaires pour répondre aux besoins sociaux et économiques». Et de dénoncer «La dévalorisation du travail, la pression permanente sur les salariés et sur l'emploi, les conditions de travail et les salaires, le développement de la précarité et des inégalités, sont à l'origine des cercles vicieux qui ont conduit à la crise économique, financière et sociale qui sévit dans le monde depuis 2008. [...] La sortie de crise ne peut passer que par la revalorisation du travail».

C'est pourquoi, la bataille contre la loi dite de sécurisation de l'emploi ne s'arrête pas au vote des députés. Elle se poursuit dans les entreprises.

Ainsi, dans ce marasme économique, certains syndicats arrivent à faire avancer les revendications de la CGT comme chez Prysmian à Charvieu, dans l'Isère, où le syndicat a obtenu la création d'une grille de salaires. Sur l'ensemble du territoire, des centaines de petites victoires, qui ne font pas la une des médias, doivent permettre d'avancer. Pour ce faire, nous avons besoin d'un syndicat fort. Les salariés en sont conscients, car malgré de nombreuses campagnes de dénigrement, la CGT se renforce. Depuis le début de l'année, la fédération s'est renforcée de 1 400 adhésions nouvelles. C'est un point d'appui alors que les attaques aux libertés syndicales ne faiblissent pas. La violence patronale ne faiblit donc pas. Malheureusement, le rejet, par la commission des lois, du projet d'amnistie sociale n'est pas un signe d'encouragement pour contrebalancer la radicalisation du patronat alors que l'ANI renforce déjà son pouvoir. «Dans ce pays, c'est incroyable, on s'émeut de l'amnistie de syndicalistes mais pas des délits patronaux. Le Medef s'indigne contre quelques militants qui ont forcé des portes pour se faire entendre, alors que lui, il détournait 600 millions d'euros dans une caisse noire, révélée en 2007[...]. Cet argent, c'était pour casser les grèves [...]. 6 ans après, ils ne sont toujours pas jugés !» s'indigne l'inspecteur du Travail, Gérard Filoche, le 24 avril dernier.

La lutte contre le démantèlement du Code du travail et contre les atteintes aux libertés syndicales sera donc au cœur des revendications des travailleurs, ce premier mai. Réussir le premier mai 2013, c'est montrer au gouvernement et au patronat qu'ils n'ont pas les mains libres pour poursuivre la casse des salariés.

L'éditorial

Laure Buchheit,
membre du Bureau Fédéral



Allons à l'offensive

Le Conseil National des 11 et 12 avril derniers nous a permis d'entendre des témoignages éloquentes de la détresse de nos voisins Européens. Les interventions des délégations Grecques, Portugaises et Belges ont fait la démonstration que les politiques d'austérité ne mènent à rien, en relatant des contextes socio-économiques nationaux catastrophiques pour les populations. Des millions d'Européens ont basculé dans l'indigence, alors qu'ils étaient issus de groupes sociaux préservés jusque là. Les femmes et les enfants payent le plus lourd tribut. En Espagne, l'UNICEF recense 2 200 000 enfants vivants sous le seuil de pauvreté, et au Portugal, en moins de 20 jours, le nombre d'enfants scolarisés souffrant de carence alimentaire passe de 10 000 à 13 000.

Le taux de chômage en Grèce a poursuivi sa hausse en janvier pour atteindre le taux de 27,2%. La hausse n'est pas prête de s'endiguer car l'Etat, sous la pression de la Troïka, doit supprimer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires supplémentaires cette année. L'enseignement supérieur gratuit est supprimé. Dans le même temps, les négociations entre le gouvernement grec et la troïka UE-BCE-FMI sur les réformes réclamées par les créanciers du pays se poursuivent. La troïka, qui a plongé la Grèce dans le marasme de l'austérité depuis 2010, entend poursuivre son «plan de redressement du pays». Dans ces pays, les organisations humanitaires tournent à plein face à une pauvreté qui prend de nouveaux visages. Des familles dont tous les membres sont en âge de travailler qui sont au chômage, des gens qui perdent leur logement parce qu'ils sont expulsés.

Je vous le demande : devons-nous accepter ces faits comme inéluctables ? Certainement NON !

En France, depuis quelques années déjà, nous savons que le travail a perdu du sens pour les salariés. La démotivation et la résignation gagnent du terrain, accompagnées de nauséabonds relents d'extrême droite. L'actualité nous montre, dernièrement, de quelles capacités haineuses sont pourvues les cohortes réactionnaires.

L'ANI scélérat qui sécurise le capital nous pousse en masse vers des systèmes d'exploitations des salariés ultra-rétrogrades en terme de droits et d'acquis, en méprisant les principes de discussions démocratiques, et en considérant le travailleur comme «jetable». La politique de compétitivité génère des conditions de travail qui se dégradent considérablement. Certains vont jusqu'à faire

le choix de perdre la vie au travail, quand dans l'absolu ils allaient travailler pour la gagner .

Dans ce contexte, c'est de notre responsabilité que de revenir aux fondamentaux, en se posant les légitimes questions de la valeur de l'Homme, de la Femme, de leur devenir et de leur dignité.

Notre place de leader dans la représentativité syndicale nationale, ainsi que les principes de solidarité et d'émulation avec nos camarades militants de tout pays, **nous confère une mission primordiale**. Nous sommes porteurs de la confiance des salariés, de l'héritage de nos anciens, de l'avenir de nos jeunes, et nous ne devons pas rester sur un champ d'action défensif, même si à lui seul, il représente des montagnes d'adversités. Ne pas considérer notre démarche comme positive, constructive, et s'enfermer dans le mode «contestataire stérile» ne ferait que nous positionner en retardataire inutile ... Notre logique reste ambitieuse et respectueuse des salariés avant tout.

Allons à l'offensive ! **Nous portons des propositions forte pour le maintien et le développement de l'industrie notamment, pour l'augmentation des salaires qui induira une reprise de la consommation, pour une grille des qualifications cohérente, pour de meilleures conditions de travail, ainsi que pour une égalité Femmes/Hommes enfin reconnue, et pour de meilleures retraites**. Chaque thème dispose de son argumentaire, utilisons les !

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie est forte de très nombreuses initiatives, berceaux de débats et de décisions collectives. Nos délégués de l'automobile pourront se retrouver aux Assises de l'Auto, les 5 et 6 juin prochains, la formation syndicale organise pour la première fois ses Assises le 20 juin. **Continuons à débattre, à revendiquer dans nos entreprises, à faire connaître nos luttes, à partager nos victoires**. Nous sommes en capacité de rassembler les salariés autour de nos valeurs, car ce sont leurs valeurs ! Notre objectif, réaliste et mesuré, est d'atteindre les 70 000 adhérents pour notre 40^{ème} congrès. Chacun peut contribuer à la réussite de ce projet .

Le 1^{er} mai est l'occasion évidente de montrer de quoi nous sommes capables ! Restons sur le pied de guerre, rassemblés et mobilisés, fiers de nos couleurs. Et pourquoi ne pas distribuer des bulletins d'adhésions pendant les manifestations, partout en France ?

■ LUTTES ET SUCCES

Supra Obernai (67)

Débrayage pour les conditions de travail



La pression monte chez Supra, l'un des leader français de fabrication et commercialisation d'appareils de chauffage. Après plusieurs mises en garde et en l'absence de réaction de la part de la direction, le syndicat CGT du site appelait à un débrayage pour de meilleures conditions de vie au travail alors que les actionnaires du groupe seront présents. A la colère des ateliers, le personnel des bureaux réclament eux aussi des changements. Les salariés présents ont débattu des revendications et décidé des suites à donner face au mutisme de la direction.

Magnetti – Marelli - Argentan (61)

Grève gagnante



Jeudi 18 avril, plusieurs dizaines de salariés de l'équipementier automobile ont décidé de se mettre en grève alors que la direction a annoncé un gel des salaires et des embauches pour 2013. Encore une fois, les salariés sont victimes de chantage. «*On nous dit qu'il n'y aura pas de chômage si on accepte le gel des salaires*» explique le délégué syndical CGT. Pour les grévistes, cette situation est intolérable. Dans cette entreprise de 225 salariés, ils estiment que les 49 postes occupés par des intérimaires prouvent qu'il est possible d'embaucher. Les salariés grévistes souhaitent, dans un premier temps, renouer le dialogue avec la direction qui reste pour le moment sur ses positions.

Après plusieurs jours de grève et l'ouverture de négociations, un accord a été conclu, le 23 avril, avec les syndicats CGT et CFDT. L'accord, validé par le personnel, prévoit une prime «à hauteur de l'inflation» et une meilleure prise en compte de la pénibilité du travail.

Clestra - Illkirch (67)

Plus de 80 euros pour les salariés

Les salariés viennent d'obtenir une sacrée victoire. Depuis un mois, ils ont entamé les négociations salariales et après plusieurs initiatives et arrêts de travail... la direction et l'administrateur judiciaire ont accepté, alors que l'entreprise est en dépôt de bilan, de revaloriser les salaires par une augmentation générale de 80 euros. Bien évidemment, la sauvegarde de l'entreprise demeure la priorité de la CGT et des salariés. A ce jour, une dizaine de repreneur se sont manifestés, chaque dossier sera regardé à la loupe, en termes d'investissements et de garantie des emplois. La prochaine et normalement dernière audience au tribunal est prévue le 6 mai. Il faut noter quand même que CLESTRA fait partie de ces rares entreprises où le taux de syndicalisation dépasse les 50%, ce qui explique entre autre le rapport de force.

Delphi - Illkirch (67)

«Site mort»



Le 18 avril, deux jours avant la fin de la suspension du plan social portant sur 103 emplois, les salariés de Delphi ont témoigné hier de leur détermination en organisant une journée «site mort». Les trois sites français du groupe américain, avaient décidé de cette journée pour marquer symboliquement leur position face aux négociations actuellement menées à Paris. En effet, le plan social de la direction prévoit la suppression de 200 emplois, dont 103 sur 140 salariés en CDI au centre de production alsacien (54 suppressions sur le site de Villepinte et 43 à Cergy). Près de 95 % du personnel a débrayé, ce matin, puis a participé au pique-nique. En attendant la décision prise lors d'un comité central d'entreprise dans le mois qui vient, les salariés, essentiellement des ingénieurs en recherche et développement, ont décidé de trouver une issue à la situation actuelle de blocage.



ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DES CE

QU'EST-CE QUI DIFFERENCIE LE TRAVAIL DE LA CGT ?

Dans le cadre de l'activité du collectif CE de la fédération, une journée d'étude était organisée, le 2 avril dernier en région Rhône Alpes. 56 participants, représentants 18 CE de la région étaient présents pour débattre de l'activité des CE.

Voilà quelques années, l'ancien numéro deux du patronat, Denis Kessler, avait, dans une formule provocatrice, demandé à la puissance publique de se fixer pour projet de «défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance». Effectivement, plus ou moins insidieusement, le patronat revient sur l'ensemble des acquis sociaux qui ont découlé du programme du CNR. La bataille pour le maintien de notre système de protection sociale en est le symbole. Mais il y a aussi, plus que jamais, une remise en cause des CE par le patronat, avec la médiatisation de quelques gestion de CE comme celui de la RATP, Air France ou encore la SNCF...

Effectivement, le patronat veut reprendre la main sur ses «œuvres sociales» notamment avec une labellisation patronale des activités sociales et culturelles car elles représentent une masse financière conséquente qui leur échappe en parti.

Aussi, il est important, pour la CGT, de faire connaître la situation des CE et la gestion des activités culturelles. D'autant qu'avec la crise, l'activité sociale des CE représente un supplément de revenu pour les salariés. «Depuis que la CGT ne gère plus le CE, celui-ci devient un re-distributeur d'argent. Il n'y a pas de différence entre les catégories par rapport au quotient familial pour les presta-

tions du CE» regrette le syndicat Renault Truck de Lyon. «Le chèque vacances devient un complément de salaire et ne sert plus aux vacances» renchérit la CGT St Micro de Crolles. «Mais comment revenir en arrière ?» s'interroge la CGT Tefal Rumily à propos des chèques cadeaux distribués aux salariés. D'où l'importance de débattre sur ces activités d'autant que depuis plus d'un demi siècle d'existence, les activités sociales et culturelles ont évolué au fil du temps. Aussi, pour le syndicat CGT Staubli Faverges, «ce qui identifie un CE CGT, c'est la prise en compte du quotient familial et les activités émancipatrices qui permettent aux salariés de se rencontrer en dehors du contexte du travail». Plusieurs expériences sont relatées en ce sens comme chez St Micro qui a développé une activité culturelle active en lien avec des universités, ou qui organise des débats sur des faits de société.

La CGT a donc pour ambition de s'adresser à l'ensemble des salariés. Quelle politique développée à partir de cette responsabilité ? Malheureusement, depuis plusieurs années, la CGT a laissé de côté cet axe revendicatif. Pourtant, «si on n'explique pas, par exemple, notre façon de gérer notre patrimoine, les activités sociales et culturelles portées par la CGT, y compris aux syndiqués, nous ne sommes pas compris» souligne un délégué CGT de Staubli. «Les villages-vacances portent encore une image «CGT» alors que nous avons des retours très positifs, nous devons mieux faire connaître la réalité » poursuit-il. Effectivement, le tourisme social ne doit pas être comparé au tourisme marchand au niveau des salaires, mais aussi des prestations. D'autant que les bénéfices dégagés ne vont pas aux actionnaires mais il est réinvestit dans le social.

Après ce premier échange, des premières pistes de travail s'imposent pour améliorer le travail de la CGT dans les CE. D'une part, il s'agit de recréer des liens souvent distendus entre le syndicat et les élus des IRP. De plus, il apparaît important, dans ce contexte, de développer et renforcer la formation des élus au CE, qui bénéficient, le plus souvent, au mieux de l'appui des anciens.

Le champ de la responsabilité sociale du comité d'entreprise est vaste et porte notamment selon ses attributions économiques et sociales sur :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail. C'est tout ce qui a trait à l'information et la consultation du CE (et qui recouvre également les activités sociales et culturelles).
- Le droit à l'égalité (entre les femmes et les hommes, en luttant contre toutes les inégalités et les discriminations).
- L'emploi, le droit à la formation professionnelle.
- Le droit à la santé au travail (santé, conditions de travail, sécurité, environnement...)

Mais aussi par la mise en place de service sociaux tels que service d'assistant social du travail, service de santé au travail, restaurant d'entreprise, mutuelle, prévoyance, crèche d'entreprise ou inter entreprise, l'entraide (secours au salarié), la solidarité.

- Le droit aux vacances. Le droit à la culture. Le droit aux loisirs. Le droit à la pratique sportive qui concerne plus particulièrement les ASC.

Ces droits s'appuient sur des textes forts, telle que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ou encore la convention internationale des droits de l'enfant.

RETRAITES

UN ANI PEUT EN CACHER UN AUTRE

Si l'ANI du 11 janvier 2013 est dans toutes les têtes parce qu'il engage la destruction des aspects protecteurs du droit du travail, l'ANI du 13 mars sur les retraites complémentaires ARRCO AGIRC semble, pour l'instant, avoir moins retenu l'attention. Chacun de ces accords marquent pourtant des moments importants dans cette guerre déclenchée contre le monde du travail par le patronat que notre 50^{ème} congrès confédéral a dénoncé. > Hervé Rigault, Bureau UFR, Indre et Loire

En entérinant la désindexation des pensions de retraite par rapport à l'inflation, c'est en effet l'équivalent d'un accord de compétitivité au détriment des retraités qui a vu le jour. La CGT a eu raison de ne pas signer. Suite à cet accord, les pensions complémentaires du privé seront désormais revalorisées 1 point de moins que l'inflation.

Comme l'a mis en évidence le 4 pages diffusé par l'UCT CGT, nombre de retraités sont aujourd'hui déjà touchés par la pauvreté. Cet accord va encore aggraver leur situation. Pour les autres, c'est aussi un nouveau décrochage par rapport au principe qui inscrit la retraite dans la continuité du salaire.

Les effets sont économiques, mais ils sont aussi politiques, ils vont dans le sens d'une désolidarisation des retraités avec les actifs. Il y a ainsi un risque de voir émerger des associations ou des partis politiques catégoriels comme dans certains pays Européens. Il y a aussi le risque de voir les jeunes perdre encore plus confiance dans notre système solidaire et se tourner vers les assurances individuelles de toutes sortes qui leur font les yeux doux.

Les organisations signataires de l'accord ne semblaient d'ailleurs pas particulièrement fières de leur acte au lendemain des négociations, d'autant plus que la délégation CGT avait montré que d'autres possibilités existaient.

Il y a, en effet, de quoi s'alarmer. Nous avons dit que la bataille des retraites n'était pas finie, l'agenda social en fournit une nouvelle démonstration. Chacun a pu entendre que, comme il l'a fait suite à l'accord sur la flexibilisation du travail, le gouvernement s'appuierait sur les résultats des négociations ARRCO AGIRC pour procéder à la réforme des retraites annoncée après la conférence sociale de juillet dernier. Pour l'instant, un certain flou est entretenu, tant sur le calendrier que sur la méthode. Une fois de plus, le gouvernement s'en remet à un groupe d'experts pour préparer le terrain. Ce n'est pas notre conception de la démocratie sociale, c'est en deçà de ce qui avait été annoncé à l'époque.

Dès aujourd'hui, actifs, retraités, privés d'emploi et étudiants, nous devons nous mettre en situation de livrer bataille pour nos droits à la retraite, pour le financement du système, pour faire avancer notre système par répartition fondé sur la cotisation sociale. En face de nous, nous aurons le camp du patronat, en tant qu'employeurs mais aussi en tant que détenteur du capital financier dont les appétits sont immenses. Nous aurons aussi, en face de nous, l'Union Européenne, qui fait pression, au nom de la réduction des déficits publics pour développer les retraites par capitalisation qui gangrènent déjà, insidieusement, notre système.

Nos revendications sont connues et figurent dans nos repères revendicatifs. Mais nous devons aussi nous armer dès maintenant pour une bataille sur le front idéologique, bataille déjà bien entamée dans les médias et qui touche les esprits, parfois même hélas ceux des militants. Nous devons être capables de démonter les arguments autour du déficit public, de la compétitivité et du coût du travail.

Nous devons rappeler que les retraités ne sont pas des nantis qui profiteraient de la situation. Mais nous devons aussi défendre l'idée que vivre dignement sa retraite et pourquoi pas bien en profiter, n'a rien d'infamant, qu'au contraire un bon niveau de vie des retraités soutient le niveau d'activités économiques qui en a bien besoin.

Il est donc aussi temps de former les militants comme nous l'avons fait avec succès en 2010. Pour sa part, **l'UFR de la métallurgie organisera une journée d'études à l'occasion de son prochain Conseil National**. Ses militants seront ainsi à même de tenir pleinement leur rôle aux côtés de toute la CGT dans cette nouvelle bataille qui s'annonce d'envergure.



L'HISTOIRE DE LA SECURITE SOCIALE RACONTEE A TOUS...



Michel Etiévent, écrivain, historien, auteur d'une quarantaine de livres et spécialiste d'Ambroise Croizat, bâtisseur de la sécurité sociale, revisite dans son ouvrage « la sécurité sociale. L'histoire d'une des plus belles conquêtes de la dignité racontée à tous », la longue épopée de la protection sociale des origines à nos jours.

Des siècles infinis de charité et d'assistantat jusqu'à la création de la sécurité sociale inspirée par le Conseil National de la Résistance, en passant par l'action des corporations, des mutuelles, des assurances sociales et des batailles ouvrières, Michel Etiévent arpente le chemin de la lutte et de conquits sociaux pour l'instauration du droit à la santé pour tous.... Viendra ensuite la naissance de la sécurité sociale, grande conquête de la dignité imposée à la Libération par le peuple de France sous la maîtrise d'œuvre de ministres ouvriers tels

Ambroise Croizat. L'auteur recense ensuite, au fil de 70 ans de déréglementation et de plans successifs, les multiples attaques qui ont mis à mal le «système de santé le plus envié au monde».

L'ouvrage, tout à la fois documentaire et outil militant, s'achève par l'analyse des solutions économiques et politiques qui pourraient redonner à la sécurité sociale le rôle que lui ont confié ses inspirateurs : un vrai lieu de solidarité, un rempart contre le rejet, la souffrance et l'exclusion.

Pour commander l'ouvrage :
<http://www.micheletievent.lautre.net/>

Filière électronique Bretagne/Pays de Loire Première initiative inter régionale le 25 juin 2013 à Rennes

Les assises de la filière électronique auront lieu le 25 Juin 2013 à Rennes. Nous avons décidé de travailler conjointement avec la région Pays de Loire. Nos deux régions représentent à elles-deux la troisième région en France comptant le plus grand nombre d'emplois dans la filière, après l'Île-de-France et la Rhône-Alpes.

Ces Assises vont nous permettre de faire un état des lieux de la filière, de nos forces organisées, de créer du lien entre les syndicats, et surtout, de développer ou créer du lien entre donneurs d'ordres et sous-traitants.

Nous devons nous appuyer sur ces Assises pour mettre en avant son caractère stratégique, car elle est présente dans beaucoup d'autres filières (Navale, Télécoms, Défense, ...).

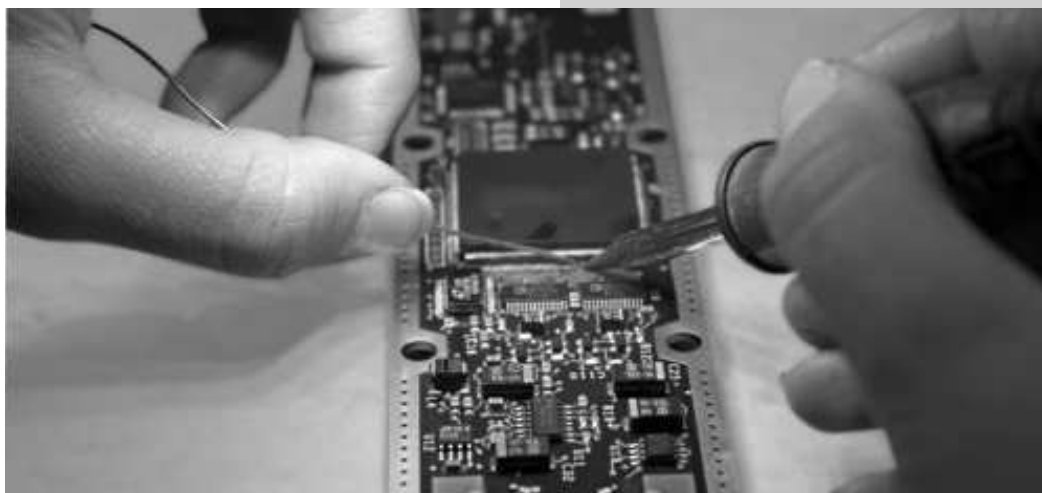
L'investissement dans la Recherche et l'Innovation est indispensable, mais n'oublions pas la Production.

Comment maîtriser de nouvelles technologies si nous ne sommes pas capables de produire dans nos régions et donc de «travailler au pays» ? Cette filière demande également de forts besoins en formation ; les compétences et les savoir-faire sont en perpétuelle évolution.

Ces Assises auront aussi comme objectif de mettre en place un collectif qui devra développer une plateforme revendicative en lien avec nos syndicats, et montrer l'impact que cette filière a sur beaucoup d'autres.

N'ayons de cesse de montrer que ce travail en filière est la base pour le développement de l'industrie en France.

Pour vous inscrire, prendre contact auprès de Stéphanie Guitton au 01.55.82.86.15
Fax : 01.55.82.86.55
stephanie.guitton@ftm-cgt.fr



LE NUMÉRO 1 DES GUIDES FISCAUX

et son barème fiscal complet



Le 

www.vo-impots.com
avec son guide des frais réels

Le 

www.vo-impots.com

- + Guide des frais réels
- + Courriers types
- + Actualités de dernière minute
- + Simulateur de calcul

Code d'accès au site **OFFERT** dans ce magazine !



Nouveautés

- Qui paye
- Tout ce
- barème
- reven

6€
au lieu
de ~~6,50€~~

Parution le 28 janvier 2013

